

RAPPORT DU QUATRIÈME COMITE DE PILOTAGE  
**INITIATIVE CACAO ET FORÊTS**  
ABIDJAN, 25 FÉVRIER 2021  
(VISIOCONFÉRENCE)

Avril 2021

## TABLE DES MATIERE

RECAPITULATIF DES RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS.....	2
INTRODUCTION .....	3
1 OUVERTURE DE LA REUNION.....	3
2 ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS DU DERNIER COMITÉ DE PILOTAGE ET DES PRIORITÉS POUR 2020 .....	4
3 FILM SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'INITIATIVE CACAO ET FORÊTS.....	6
4 PRÉSENTATION ET ADOPTION DU PLAN D'ACTION 2021-2025 ET DU BUDGET 2021 .....	7
5 VALIDATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ TECHNIQUE DU 11 FEVRIER 2021.....	7
6 ADOPTION DU MANUEL DE SUIVI-EVALUATION DE L'ICF ET ANNONCE DU FINANCEMENT DE SA MISE EN OEUVRE .....	8
7 RECOMMANDATIONS POUR L'ICF EN 2021 .....	8
8 ECHANGES & DISCUSSION .....	9
ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS DU DERNIER COPIL ET DES PRIORITÉS POUR 2020 .....	9
PRÉSENTATION ET ADOPTION DU PLAN D'ACTION 2021-2025 ET DU BUDGET 2021 .....	10
VALIDATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ TECHNIQUE DU 11 FÉVRIER 2021.....	10
9 CLÔTURE.....	11
10 ANNEXES.....	11

## RECAPITULATIF DES RESOLUTIONS ET RECOMMANDATIONS

N°	Résolutions du Comité de Pilotage
01	Le Plan d'Action 2021-2025 a été adopté par le Comité de Pilotage
02	Le Budget 2021 a été adopté par le Comité de Pilotage
03	<p>Les 8 propositions du Comité Technique ont été adoptées, à savoir :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Adopter le système IMAGES pour opérer le suivi de la déforestation due au cacao en attendant le choix et l'opérationnalisation du système national de surveillance et d'alerte précoce de la déforestation ; et donner mandat au Secrétariat Technique de l'adapter aux besoins de l'Initiative Cacao et Forêts ;</li> <li>2. Se concentrer en priorité sur les forêts classées dans les zones prioritaires de l'ICF et sur celles qui ont fait l'objet de protocoles d'accord avec le MINEF, pour l'actualisation des limites des forêts et l'élaboration des plans d'aménagements</li> <li>3. Poursuivre les concertations à haut niveau avec les Parties prenantes concernées pour l'harmonisation de la politique forestière (promotion des Agro-Forêts) avec la politique de commercialisation du cacao en Côte d'Ivoire relativement au traitement réservé au cacao issu des forêts classées et des agro-forêts</li> <li>4. Demander à la Banque Mondiale de prendre le lead sur le développement des mesures de sauvegarde environnementale et sociale pour l'ICF en s'appuyant sur l'expérience acquise lors du déploiement de ces mesures dans le cadre de leurs autres projets en Côte d'Ivoire (PIF 1, PIF 2 et PDIC)</li> <li>5. Poursuivre la mise en œuvre des projets pilotes pour un système national de traçabilité</li> <li>6. Capitaliser les acquis de l'ICF (plan d'actions, cadre de concertation Public-Privé, etc.) dans la construction de la plateforme de dialogue sur le cacao durable avec l'Union Européenne</li> <li>7. Préparer une requête à adresser à la Banque Mondiale et à d'autres bailleurs de fonds pour le financement du Secrétariat Technique</li> <li>8. Convenir du format qui permet de présenter les emplois liés aux actions planifiées, et du niveau de détail des informations budgétaires à respecter par les deux parties signataires du CAC, pour faciliter la consolidation des budgets du plan d'action (CoPil)</li> </ol>
04	Le manuel de suivi-évaluation a été adopté avec une modification concernant les modalités de collecte de données qui se fera sur une base annuelle au cours du premier trimestre
05	Le Secrétariat Technique proposera des dates d'échéances de réalisation des engagements convenus du Cadre d'actions communes de l'ICF

N°	Recommandations du Comité de Pilotage	Responsables	Déla
01	Organiser l'atelier de restitution de l'étude de faisabilité du système de traçabilité	- Conseil du Café Cacao - GT Traçabilité	A déterminer
02	Compléter le budget pour les années 2022 à 2025 dans une approche « emplois-ressources »	- Secteur privé - Secrétariat Technique	Mars 2021
03	Organiser la table ronde des bailleurs de fonds pour le financement des activités de l'ICF	- MINEF - GT Financement - Secrétariat Technique	Avant le 31 décembre 2021

## INTRODUCTION

Le jeudi 25 février 2021 s'est tenue, par visioconférence et en comité restreint au MINEF, de 14 :00 à 17 :00, la quatrième réunion du Comité de Pilotage de l'Initiative Cacao et Forêts. Cette réunion avait pour objectif principal de valider le Plan d'Action consolidé ICF, le budget 2021 ainsi que le manuel de suivi-évaluation de l'Initiative.

De façon spécifique, il s'agissait de :

- Présenter l'état d'avancement de l'Initiative Cacao et Forêts au Comité de Pilotage ;
- Présenter le Plan d'Action 2021-2025 et le budget 2021 pour adoption par le Comité de Pilotage ;
- Présenter les recommandations du Comité Technique du 11 février 2021 pour adoption par le Comité de Pilotage ;
- Présenter le manuel de suivi-évaluation pour adoption par le Comité de Pilotage et l'annonce du financement de sa mise en œuvre ;
- Adopter la proposition du Comité Technique de retenir pour les années 2021 et 2022 l'outil IMAGES pour le suivi de la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao.

La réunion a été présidée par Mr Alain-Richard Donwahi, Ministre des Eaux et Forêts, Président du Comité de Pilotage. Elle a enregistré la présence effective de 80 participants issus des structures partenaires de l'Initiative Cacao et Forêts ou des observateurs (voir liste de présence en Annexe 1). Le présent rapport rend compte des principales observations et résolutions issues des échanges.

## 1 OUVERTURE DE LA REUNION

### *Mots de bienvenue*

Dans son intervention, Mr Rick Scobey, Président de la World Cocoa Foundation, a félicité le Ministre des Eaux et Forêts pour le travail accompli au cours des dernières années, avec des résultats encourageants tels que la tendance baissière de la déforestation en Côte d'Ivoire qui a été réduite de moitié entre 2019 et 2020. Ce résultat a été confirmé par certaines ONG internationales. Il a ensuite souhaité la bienvenue aux partenaires de l'Initiative, et en particulier à la Société Civile. Il a indiqué que les partenaires de l'industrie investissent collectivement 40,7 millions d'euros en 2021 pour accélérer la mise en œuvre de l'ICF. Saluant le travail considérable de l'industrie, il a cité les réalisations suivantes du secteur privé :

- Plus de 500 000 exploitations ont été cartographiées, contribuant ainsi aux objectifs de traçabilité des partenaires ;
- Plus de 2 millions d'arbres ont été plantés dans le cadre des efforts de protection et de restauration des forêts ;
- 445,000 agriculteurs ont été soutenus par des activités de diversification des revenus.

Il a ensuite réitéré l'importance de cette réunion du Comité de Pilotage qui doit prendre des décisions afin que l'Initiative puisse continuer à travailler pour atteindre ses objectifs.

Enfin, il a annoncé qu'il quittera bientôt la World Cocoa Foundation, tout en affirmant que la WCF reste engagée dans son travail au sein de l'Initiative Cacao et Forêt en Côte d'Ivoire.

Par la suite, le Président de séance Mr Alain-Richard Donwahi, Ministre des Eaux et Forêts, a pris la parole pour féliciter Mr Scobey pour son nouveau poste, et pour souhaiter la bienvenue des participants au Comité de Pilotage et féliciter ses membres ainsi que le Comité Technique pour tous les efforts déployés. Monsieur le Ministre a également salué les partenaires de l'industrie qui ont collaboré à l'élaboration du Plan d'Action, notant l'importance de cette contribution, même s'il reste un travail de consolidation à faire. Il a noté que bien que le Plan d'Action soit assorti d'un projet de plan de financement avec des intentions de financement ainsi que des engagements de financement des partenaires de l'industrie, ce travail devra être poursuivi avec les partenaires techniques et financiers ainsi qu'avec les Départements ministériels et structures étatiques concernés qui conduisent ou envisagent de conduire des projets ou programmes similaires afin d'optimiser les ressources disponibles.

Il a évoqué le défi majeur qui reste à relever, à savoir la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des activités prévues, et a rappelé aux participants que ce défi a quelque peu entravé la mise en œuvre de la phase pilote de l'ICF.

Il a ainsi appelé les partenaires de l'Industrie à soutenir l'élaboration de budgets couvrant la période 2021-2025 pour faciliter la mobilisation des ressources, notamment par le biais de la table ronde qui sera organisée cette année.

#### ***Présentation et approbation de l'ordre du jour***

L'ordre du jour de la réunion, présenté par Mr Alain-Richard Donwahi, Ministre des Eaux et Forêts, a été adopté par le Comité de Pilotage.

#### ***Lecture de la déclaration anti-trust***

La déclaration anti-trust a été lue par Mme Valérie Reboud, Directrice Pays d'IDH, the Sustainable Trade Initiative.

## **2 ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS DU DERNIER COMITÉ DE PILOTAGE ET DES PRIORITÉS POUR 2020**

Le représentant du MINEF, Colonel TRAORE Ynsa, a présenté l'état d'avancement de la mise en œuvre des 11 recommandations et conclusions du Comité de Pilotage du 14 novembre 2019.

L'état d'avancement par recommandation/conclusion est le suivant :

N.	Recommandation	Date prévue	Résultat
1	Le Ministère des Eaux et Forêts établira la liste des forêts classées dont les limites doivent être actualisées en priorité.	31/12/2019	Réalisé : 06/2020
2	Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra officiellement les limites administratives des forêts classées, des parcs et réserves au Conseil du Café Cacao dans le cadre de la réalisation du recensement des producteurs de Café et Cacao.	20/12/2019	Réalisé : 23/01/2020
3	Le Ministère des Eaux et Forêts propose au Conseil Café-Cacao de commencer le recensement des producteurs par les forêts classées afin de collecter plus rapidement les données socio-économiques de ces forêts classées.	09/2020	Réalisé : 09/2020

4	Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra à WCF et ses membres, avant la fin du mois de novembre 2019, la liste consolidée des enclaves.	30/11/2019	Réalisé : 30/11/2019
5	Le Ministère des Eaux et Forêts se rapprochera des partenaires du secteur privé intéressés par la gestion de certaines forêts classées pour envisager leur contribution financière à la réalisation de l'état des lieux des dites forêts dans le cadre de l'élaboration des plans d'aménagement et de gestion.	30/01/2020	Réalisé : 2020
6	Les partenaires du secteur privé sont invités à mettre à la disposition du Conseil Café-Cacao, les données socioéconomiques dont ils disposent sur les forêts classées afin d'alimenter le processus de recensement des producteurs en cours. A cet effet, un groupe de travail composé des représentants du Conseil Café-Cacao et de l'industrie devra être constitué en vue de définir les modalités de partage des données.	30/01/2020	Non-applicable : il a été convenu que les forêts classées soient prises en compte dans le recensement du conseil du café cacao
7	Dans le cadre de la réalisation de l'étude de faisabilité du système national de traçabilité, Le Conseil Café-Cacao transmettra le nouveau chronogramme du processus de recrutement du cabinet qui réalisera l'étude.	31/01/2020	Réalisé : 31/01/2020
8	Dans le cadre de la réalisation de l'étude portant sur la déclinaison opérationnelle des normes de sauvegarde environnementale et sociale, le groupe de travail engagement des communautés et inclusion sociale veillera à prendre en compte les éventuels liens entre cette étude et le recensement des producteurs de cacao réalisé par le Conseil Café-Cacao	31/12/2019	Non-applicable : Étude abandonnée
9	La demande de chiffrage des deux systèmes retenus comme pertinents selon les conclusions de l'étude portant sur l'évaluation des systèmes de surveillance des forêts en Côte d'Ivoire devra être faite aux prestataires afin d'avoir les résultats avant la tenue de la table-ronde des bailleurs de fonds	15/01/2020	Approche abandonnée, nouvelle proposition adoptée
10	Le Secrétariat de l'Initiative Cacao et Forêts devra parachever l'élaboration du budget des activités de sensibilisation. Le financement correspondant devra être recherché par le Comité de Pilotage de l'initiative	20/06/2020	Réalisé: 05/2020

Le représentant du MINEF a ensuite présenté l'état d'avancement des priorités qui avaient été fixées pour l'Initiative pour l'année 2020.

L'état d'avancement par priorité est le suivant :

N.	Priorité pour 2020	Détails
1	Finaliser la sensibilisation sur l'Initiative sur le terrain	La première phase (sensibilisation institutionnelle) s'est achevée en septembre 2020.

		La deuxième phase (sensibilisation des communautés), a débuté avec le soutien de l'ONG IDEF le lundi 22 février 2021 et s'achèvera en avril 2021.
2	Développer au moins trois nouveaux projets pilotes sur le terrain	Au cours de la phase pilote, les projets pilotes développés sur le terrain comprennent : Nestlé dans la forêt classée de Cavally, SIAT dans la forêt classée Goin-Débé, Barry Callebaut, dans la forêt classée Arrah et Olam dans les forêts classées de Rapides-Grah et de Haute-Dodo
3	Produire les premiers rapports de suivi-évaluation de l'Initiative	Un rapport annuel pour 2019 a été publié, mais il ne s'agissait que d'un rapport narratif, sans données spécifiques collectées
4	Avoir un suivi satellitaire de la déforestation issue du cacao opérationnel	Deux systèmes cohabitent actuellement : Images qui couvre désormais le territoire national et Starling qui a été utilisé pour la FC de Cavally  Une nouvelle proposition est faite pour atteindre l'objectif d'établir un système de suivi satellitaire de la déforestation issue du cacao
5	Mettre en place au moins 3 pilotes de traçabilité sur la base de l'étude de faisabilité réalisée	L'étude de faisabilité d'un système national de traçabilité a été réalisée et un rapport provisoire est disponible  La sélection ultérieure d'un système et la mise en place d'au moins 3 pilotes de traçabilité sont prévus pour 2021
6	Déployer la politique de sauvegarde environnementale et sociale réalisée avec notamment la collecte des données socioéconomiques sur les forêts classées de catégorie 3 des cinq régions prioritaires	L'approche initiale a été abandonnée et une nouvelle approche a été adoptée, fondée sur le travail actuellement déployé par la Banque Mondiale dans ses projets d'appui aux secteurs forestier et cacao, en matière de sauvegarde environnementale et sociale
7	Actualiser les limites des forêts classées des cinq régions prioritaires, y compris les enclaves	Cette priorité n'a pas été réalisée en raison d'un manque de financement
8	Etablir un plan d'action pour la poursuite de l'Initiative Cacao et Forêts sur la période 2021-2024	Un projet du Plan d'Action 2021-2025 est disponible
9	Travailler de concert avec l'Union Européenne sur les enjeux et impacts possibles d'une potentielle réglementation sur les chaînes d'approvisionnement (cacao)	Un groupe a été mis en place par la Présidence auquel le Secrétariat de l'ICF participe activement

### 3 FILM SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'INITIATIVE CACAO ET FORÊTS

Les participants à la réunion du Comité de Pilotage ont ensuite visionné un film sur l'état d'avancement de l'ICF, citant 10 réalisations majeures de l'Initiative durant la phase pilote (voir le lien vers la vidéo).

#### 4 PRÉSENTATION ET ADOPTION DU PLAN D'ACTION 2021-2025 ET DU BUDGET 2021

Colonel Ynsa Traoré, représentant de l'Unité de Coordination de l'Initiative Cacao et forêts au MINEF a rappelé aux participants les 8 engagements de l'Initiative Cacao et Forêts et a donné un aperçu succinct du Plan d'Action 2021-2025, passant en revue les principaux axes d'activités des cinq thématiques (Préservation et protection des forêts, Agroforesterie et production durable, Inclusion Sociale, Traçabilité, Financement).

Colonel Ynsa Traoré a ensuite présenté le chiffrage des activités du plan d'action pour 2021, composé des contributions du secteur privé et du secteur public qui s'élève à FCFA 49 185 312 899 (EUR 74 982 183), ainsi que le chiffrage pour 2022-2025, composé uniquement des estimations de la contribution du secteur public qui s'élève à FCFA 87 577 378 046 (EUR 133 510 242). Il a été rappelé aux participants les difficultés rencontrées pour rendre un budget cohérent, étant donné que les chiffres du secteur privé ne sont pas disponibles pour la période post 2021.

Suite aux échanges sur l'importance d'obtenir un chiffrage estimé pour l'ensemble de la période 2021-2025 (voir discussion et échanges ci-dessous), le plan d'action 2021-2025 a été adopté sous réserve qu'il soit complété avec les chiffres du secteur privé.

#### 5 VALIDATION DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ TECHNIQUE DU 11 FEVRIER 2021

Mr Didier Lohoury GBOGOU, Directeur de Cabinet du Ministre des Eaux et Forêts a présenté les recommandations faites par le Comité Technique lors de la réunion du 11 février 2021.

Les recommandations faites par thématique sont les suivantes :

N	Thématique	Recommandation
1	Système national de surveillance	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accélérer le processus d'adoption et de développement du système national de surveillance des forêts et d'alerte précoce</li> <li>• Utiliser le système IMAGES en 2021 et 2022 pour opérer le suivi de la déforestation liée au cacao en attendant la définition et l'opérationnalisation du système national de surveillance des forêts et d'alerte précoce</li> </ul>
2	Actualisation des limites des forêts et élaboration des plans d'aménagement	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Se concentrer en priorité sur les FC dans les zones prioritaires de l'ICF (23 forêts classées) et sur celles qui ont fait l'objet de protocole d'accord avec le MINEF</li> <li>• Renforcer l'effort de recherche de financement</li> </ul>
3	Harmonisation de la politique forestière (Agro-Forêts) avec la politique de commercialisation du cacao en Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poursuivre les concertations de haut niveau avec les Parties prenantes concernées</li> </ul>
4	Opérationnalisation des normes de sauvegarde environnementale et sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Demander l'appui de la Banque mondiale pour le développement des mesures de sauvegarde environnementale et sociale opérationnelles</li> </ul>

5	Coordination de multiples initiatives (FAO, Banque Mondiale, Union Européenne) visant les mêmes objectifs que ceux de l'ICF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capitaliser les acquis de l'ICF (plan d'actions, cadre de concertation PP, etc.) dans la construction de la plateforme de dialogue sur le cacao</li> </ul>
6	Mise en œuvre des projets pilotes et mise à l'échelle du système de traçabilité	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rechercher les financements requis et adéquats</li> </ul>
7	Financement du Secrétariat Technique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Trouver des financements relais</li> </ul>
8	Consolidation des budgets	<ul style="list-style-type: none"> <li>Convenir du format et du niveau de détail des informations budgétaires à respecter par les deux parties signataires du CAC, pour faciliter la consolidation des budgets ( CoPil)</li> </ul>

Suite à cette présentation, chaque recommandation a été revue individuellement par le Comité de Pilotage, et l'ensemble des 8 recommandations du Comité Technique ont été adoptées par le COPIL, sous réserve des précisions indiquées au cours des échanges (voir discussion et échanges ci-dessous).

## 6 ADOPTION DU MANUEL DE SUIVI-EVALUATION DE L'ICF ET ANNONCE DU FINANCEMENT DE SA MISE EN OEUVRE

Mme KOFFI Alloua, Chargée de l'Engagement des Parties Prenantes, au SEP REDD+, l'organe en charge du suivi évaluation de l'ICF, a présenté le manuel de suivi et d'évaluation de l'ICF, donnant un aperçu du contenu du manuel et du budget du suivi et de l'évaluation (voir Annexe 9 - Budget 2021-2025 du suivi-évaluation, Manuel de suivi-évaluation de l'ICF, page 114)

Il a été noté que les coûts de renforcement des capacités des acteurs ont été inclus car il s'agit d'un élément nécessaire à l'évaluation. Il a également été expliqué que les premières lignes indiquées dans le budget sont celles dont ils devront disposer pendant l'année 2021, et que les études ont été budgétisées sur la base de valeurs de référence. Pour les autres années, il a été signalé que des études supplémentaires pourraient être entreprises, mais qu'il est difficile de le prévoir à ce stade.

Le manuel de suivi-évaluation de l'ICF a été adopté, sous réserve que la collecte des données ait lieu une fois par an, au cours du premier trimestre.

L'ambassade d'Allemagne a ensuite annoncé son intérêt à prendre en charge le financement des activités de suivi et d'évaluation de l'Initiative Cacao et Forêts.

## 7 RECOMMANDATIONS POUR L'ICF EN 2021

Les recommandations pour l'Initiative Cacao et forêts en 2021 ont été brièvement passées en revue, étant donné qu'une majorité d'entre elles avaient déjà été adoptées au cours de la réunion.

Pour rappel, les recommandations sont les suivantes :

1. Donner mandat au Comité Technique de faire des propositions de nouvelles dates de réalisation des engagements de l'ICF ;
2. Proposer au Comité de Pilotage d'arbitrer sur le niveau de détails des budgets du secteur public et de l'industrie en tenant compte de leurs spécificités ;
3. Donner mandat au Secrétariat Technique pour l'adoption de l'outil IMAGES aux besoins de l'ICF ;
4. Donner mandat au Comité Technique d'engager des concertations avec les institutions compétentes pour convenir du statut du cacao provenant des forêts classées en vue de faire des propositions au Comité de Pilotage ;
5. Donner mandat au Secrétariat Technique de mobiliser des financements publics et privés pour son fonctionnement.

Il a été noté que la seule recommandation qui n'avait pas été abordée au cours des discussions était la recommandation n°1 relative à la proposition de nouvelles dates de réalisation des engagements de l'ICF. Il a été convenu qu'il serait très important d'examiner et de réviser les dates proposées.

Il a été recommandé que de nouvelles propositions de dates soient faites dans les meilleurs délais.

## 8 ECHANGES & DISCUSSION

Les points saillants des échanges qui ont suivi la première partie de la réunion peuvent être résumés comme suit :

### État de mise en œuvre des résolutions du dernier CoPil et des priorités pour 2020

- Recensement des producteurs et de leurs plantations

Un représentant du Conseil du Café Cacao a informé les participants qu'environ 1 million de producteurs et 3,2 millions d'hectares ont été recensés. Il a été noté que les résultats sont encore en cours de compilation par la coordination mais qu'une fois l'information disponible, le Conseil communiquera officiellement sur les résultats du recensement qui a couvert aussi bien le domaine rural que les forêts classées.

Les participants ont été informés de la mise en place d'une cellule de veille chargée de recenser les personnes non recensées dans les forêts classées.

- Légalité du Cacao issue des forêts classées

L'industrie a réitéré son souhait d'avoir des éclaircissements concernant le statut du cacao produit dans les forêts de catégorie 3.

Le ministre a rappelé que le nouveau Code Forestier s'appliquera dans les forêts classées y compris celles de catégorie 3. Cependant, un moratoire de trois ans pourrait être mis en place afin de permettre aux populations infiltrées de trouver une solution alternative à la production de cacao en forêt classée. La question sera portée à l'attention de la nouvelle plateforme EU-CIV. Le Ministre a pris pour exemple ce que fait le MINEF dans la forêt classée de Goin Débé avec une parcelle de 20,000 ha concédée aux populations autochtones et allochtones. Ceci pourrait être étendu à d'autres forêts classées.

- Étude de faisabilité sur un système national de traçabilité

L'Industrie a exprimé son souhait de connaître les détails sur les prochaines étapes concernant l'étude de faisabilité sur un système national de traçabilité.

Le représentant du Conseil du Café Cacao a indiqué que le rapport provisoire d'étude a été distribué à l'ensemble des membres du groupe de travail Traçabilité pour avis et observations. Concernant les prochaines étapes, il a noté que le groupe de travail Traçabilité se réunira bientôt pour consolider les observations reçues, et qu'il planifiera l'atelier de restitution. Il a rassuré le secteur privé sur le fait que le processus de révision de l'étude de faisabilité serait inclusif.

- Sensibilisation des communautés

La Société Civile s'est enquis des résultats obtenus jusqu'à présent dans le cadre des activités de sensibilisation, notamment en ce qui concerne les réactions ou les préoccupations des communautés riveraines à l'égard de l'Initiative.

Il a été rappelé que la sensibilisation des communautés riveraines n'a commencé que le 22 février 2021, ce qui ne permet pas d'avoir le recul nécessaire pour un donner les résultats de l'opération. Cependant, les participants ont été informés que lors de la première phase de sensibilisation qui a eu lieu en août et septembre 2020, certains membres des communautés ont été invités à participer, et qu'un de leurs principaux sujets de préoccupation concernait la propriété de l'arbre.

#### **Présentation et adoption du Plan d'Action 2021-2025 et du budget 2021**

- Budget du Plan d'Action 2021-2025

Le représentant du MINADER s'est enquis de la raison pour laquelle les budgets du secteur privé ne sont pas disponibles au-delà de 2021. Mr Scobey, Président de la WCF, a expliqué qu'une annonce de budgets sur plusieurs années consécutives pourrait être interprétée comme un engagement financier du secteur privé. Le secteur privé ne souhaite pas annoncer des engagements qu'il ne pourrait pas tenir et préfère ainsi se contenter d'annoncer des budgets pour l'année suivante uniquement. Pour autant, afin de ne pas entraver le processus d'organisation d'une table ronde de bailleurs de fonds, WCF va travailler avec ses membres pour fournir des chiffres globaux.

Il a été convenu qu'un comité technique sera organisé suite à des consultations avec les partenaires de l'industrie pour identifier le besoin financier en termes d'emploi des activités prévues pour les années 2022-2024 afin de pouvoir préparer la table ronde des bailleurs de fonds.

#### **Validation des recommandations du Comité Technique du 11 février 2021**

- Financement du Secrétariat Technique

La WCF a exprimé son souhait de travailler avec le MINEF pour sécuriser un financement pour le Secrétariat Technique à partir des fonds de la Banque Mondiale relatifs au Projet de Développement Intégré de la chaîne de valeur du Cacao (PDIC).

Il a été recommandé que le Secrétariat Technique de l'ICF prépare une requête de financement à adresser à la Banque Mondiale ainsi qu'à d'autres bailleurs potentiellement intéressés pour appuyer l'ICF.

## 9 CLÔTURE

A la fin de la réunion, un représentant d'IDH a présenté une synthèse de la réunion et de ses principales conclusions. Puis, le Président de la World Cocoa Foundation a pris la parole pour remercier également le Secrétariat Technique, les membres de l'industrie et IDH pour leur participation et le travail accompli. Enfin, le Ministre des Eaux et Forêts a remercié les participants et le Secrétariat Technique pour leur participation

## 10 ANNEXES

### *Annexe 1 : Listes de présence*

#### Participants :

N.	NOM ET PRENOM	ORGANISATION
01	Donwahi Alain-Richard	MINEF
02	GBOGOUE Didier Lohoury	MINEF
03	Col Traore Ynsa	MINEF
04	Yapo Assamoi	MINEF
05	Colonel major ZOUZOU MAILLY JOELILE	MINEF
06	Amourlaye Toure	MIGHTY EARTH
07	Mulerman Sander	GIZ
08	Mc Coy Timothy	WCF
09	Gondo Arsene	OLAM
10	Bedie F. Mariame	GEPEX
11	Chomienne Jean .Pierre	Ambassade de France
12	Ouattara Vincent	MEF
13	Assiri Alexis	CEMOI
14	Fofana Latifa	HERSHEYS
15	Col. Leon Siagoue	SODEFOR
16	Benjamin Walker	CCC
17	Munoz Rodriguez Carlos	ECOM
18	Mfegue Virginie	WCF
19	Youssou Doumbia	OIREN
20	Youssouf NDjore	WCF
21	Leonie Bonnehin	OLAM
22	Aka Jean Paul	UNDP/UE REDD
23	Diomande Amara	NESTLE
24	Jonas MvaMva	IDH
25	Clara Tessler	IDH
26	Valérie Reboud	IDH
27	A . Kouame	TOUTON

28	Ackah Agniman	PRIMATURE
29	Akos Hermann	Ambassade Belgique
30	Alloua Kadjo	REDD+
31	Alphonse Kossonou	UNILEVER
32	Andrew Brooks	OLAM
33	Beatrice Moulitanitaki	HERSHEYS
34	Carolyn Fesenberg	BLOMMER
35	Chris Vincent	WCF
36	Christophe Julienne	BARRY CALLEBAUT
37	David Solano	FAO
38	Dimitri Koffi	Ambassade UK
39	Djadji Christian	CCC
40	Gbogbou	Dir Cab MINEF
41	Dir Cab Adjoint MINEF	MINEF
42	Guy Silue	BLOMMER
43	Jason Green	Mars
44	Kevin Bosson	LINDT
45	Nathan Bello	NESTLE
46	Lionel Soulard	CARGILL
47	Loic Biardeau	BARRY CALLEBAULT
48	Mano Demeure	SIAT
49	Sebastien Van Der Hoek	CARGILL
50	Sofia Tenorio Fenton	WCF
51	Stephane Brossard	UE
52	Yvette Daoud	Ambassade Pays Bas
53	Zacharie Thonon	Ambassade Pays Bas
54	Zana Ouattara	SEP REDD+
55	Col. Ahoulou Kouame Ernest	SEP REDD+
56	Alloua Kadjo	SEP REDD+
57	Richard Scobey	WCF
58	Rodrigue NGonzo	FODER
59	Samy Gaiji	FAO
60	Jo Stulens	BARRY CALLEBAULT
61	Loes Wierstra	BEYOND BEANS
62	Nathan Bello	NESTLE
63	Piquet Caroline	AFD
64	Nda Nadia	--

65	Eugène Nogo	ICCO
66	Ethan Budiansky	WCF
67	German Embassy	Ambassade d'Allemagne
68	Geza Toth	BARRY CALLEBAULT
69	Hubert Ehouman	UPL
70	Jean Claude Koya	MPD
71	Dr ASSI Jean Ponce	SG SACO Barry-Callebaut
72	Colonel AKE	MINEF
73	Rodrigue N'Guessan	Ministère de l'agriculture
74	Coulibaly Whatami	CCC
75	Benjamin Laag	Ambassade d'Allemagne
76	Thomas	Ambassade de Suisse
77	Audrey Lagauche	TOUTON
78	Alexandre Kaminski	BARRY CALLEBAULT
79	Peter Umunay	UNEP
80	SANOGO Moussa	IDH